



Juin 2009

Numéro 4

La lettre de Jean GAUBERT

Député de la 2e circonscription des Côtes-d'Armor

Crise du lait

Agenda

Pendant des semaines, les producteurs laitiers français ont manifesté leur désarroi devant l'effondrement des prix du lait et l'accord passé début juin n'a pas résolu le problème, loin s'en faut.

La crise est profonde et prend sa source dans l'accord européen de 2003. J'avais dénoncé à l'époque les dangers que représentait la baisse des prix d'interventions sur le beurre (-25% depuis 2004) et la poudre de lait (-15% depuis 2004).

La crise actuelle est amplifiée par la loi de modernisation de l'économie, votée par l'UMP, qui permet à la grande distribution de faire une nouvelle pression sur les industriels, et donc sur les producteurs, sans toujours en faire bénéficier le consommateur.

Il faut se tourner vers les vrais responsables, et ils sont au gouvernement depuis 2002 !! En effet, la droite au pouvoir a cautionné le démantèlement de la politique agricole commune ce qui a déséquilibré davantage encore le rapport entre les producteurs et la grande distribution. Cette situation de déséquilibre avec les GMS (grandes et moyennes surfaces) touche les producteurs laitiers et l'agriculture dans son ensemble ainsi que les PME françaises.

Samedi 13 juin, Antoine Izabel, école Immaculée Conception de Créhen, a représenté sa classe et la circonscription lors de l'opération « député junior ». Le jeune député d'un jour a été guidé par Jean Gaubert dans les allées du Palais Bourbon.

Pour connaître chaque semaine l'agenda de travail de Jean Gaubert à l'Assemblée nationale, rendez-vous sur le blog !

Voici les textes qui vont être discutés dans les prochaines semaines à l'Assemblée :

Travail du dimanche

lutte contre les violences de groupes

Rémunération des salariés concernés par une procédure de reclassement

Réparation des conséquences sanitaires des essais nucléaires français

Rémunération des mandataires sociaux dans les sociétés anonymes

Bien à vous,
Jean GAUBERT



La lettre de Jean GAUBERT Député de la 2e circonscription des Côtes-d'Armor

Vice-président de la Commission des affaires économiques,
de l'environnement et du territoire

Actualité :

Congrès à Versailles : on nous avait prédit un moment historique, il n'en fut rien !!! Ce discours a été sans relief et s'est révélé bien pauvre en terme de proposition renforçant la justice sociale. Le Président de la République, en avançant l'idée d'un emprunt national, va faire payer aux pauvres, plus tard, ce qu'il ne veut pas faire payer aux riches maintenant.

HADOPI : lors de ma précédente lettre d'information, j'avais annoncé que la loi Hadopi n'en avait pas fini avec son parcours chaotique, les événements m'ont donné raison. En effet, dans sa décision du 10 juin, le Conseil constitutionnel a déclaré contraires à la constitution les articles prévoyant une coupure d'accès à Internet en dehors d'une décision judiciaire.

Questions au gouvernement :

Suppression du juge d'instruction : j'ai interrogé Mme DATI sur les dangers de la suppression du juge d'instruction. Ainsi, seraient transférées les affaires menées par un magistrat indépendant à un magistrat du Parquet qui, lui, dépend du pouvoir. Tout le monde sait que le juge d'instruction recherche aussi bien des preuves de culpabilité que des preuves d'innocence. Dans le cas de suppression du juge d'instruction, les avocats seront seuls face à la puissance du Parquet pour faire prévaloir la présomption d'innocence.

Situation de la Presse Quotidienne Régionale (PQR) : j'ai interrogé Mme ALBANEL sur la situation préoccupante de la PQR, et lui ai demandé quelles mesures le gouvernement entendait prendre pour pérenniser la présence territoriale de cette presse importante pour la vie démocratique.

Interventions en séance :

TVA réduite pour les restaurateurs : lors de la discussion sur le projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques, je suis revenu sur la baisse de la TVA pour les restaurateurs. J'ai proposé d'établir une distinction entre la restauration de midi, que l'on peut qualifier de restauration de nécessité, et la restauration du soir qui est le plus souvent une restauration de plaisir. Les personnes qui dépensent 50, 100 ou 150 euros le soir dans un restaurant méritent-elles une baisse de TVA alors que l'on s'est dirigé vers une hausse minimale du SMIC au 1er juillet ?

Mise en oeuvre du Grenelle de l'environnement : lors des débats, je suis intervenu sur la politique de protection du patrimoine. J'ai rappelé l'importance du rôle des Architectes des Bâtiments de France mais je me suis interrogé sur la nécessité d'avoir une continuité dans les règles imposées aux constructions dans les sites protégés.

Politique énergétique : lors du débat d'initiative parlementaire sur la politique énergétique, je suis intervenu pour demander à M. BORLOO où en étaient les négociations autour de la fixation du tarif d'utilisation des réseaux publics, en particulier pour ERDF. Cela m'a permis de dénoncer un contrat entre ERDF et EDF, qui oblige le premier à faire 10% de bénéfice net et à rendre 75% de ce bénéfice à la maison mère. Au final, ce sera encore le consommateur qui pâtira d'un tel accord !

L'ADRESSE DE MON BLOG :

www.jeangaubert.typepad.com